GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT.

Un Mois, 5 Francs.
Trois Mois, 13 Francs.
Six Mois, 25 Francs.
L'année, 48 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX.

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2, au coin du quai de l'Horloge, à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

Assemblée Nationale.
Justice Civile. — Cour d'appel de Paris (3e ch.) : Concordat; majorité des créanciers en sommes et présents, mais non en nombre; refus d'homologation.
Justice Criminelle. — Cour d'assises du Rhône: Tentative d'assassinat par un mari sur la personne de l'amant de sa femme. — Cour d'assises de la Charente-Inférieure: Troubles d'Aumagne et autres communes de l'arrondissement de Saint-Jean-d'Angély.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

La discussion du budget du ministère de l'instruction publique n'a présenté que fort peu d'intérêt. Le ministre et la Commission étaient parvenus à se mettre d'accord sur la plupart des réductions à opérer, aussi le débat s'est-il concentré sur un petit nombre de points que peu de mots suffiraient pour indiquer.

Lors de la discussion du budget rectifié de 1848, l'Assemblée avait subi une diminution notable aux traitements du chancelier de l'Université et des inspecteurs généraux. M. le ministre de l'instruction publique, chaleureusement soutenu par l'un de ses prédécesseurs, M. Vaulabelle, et par M. Jules Simon, a protesté avec énergie contre la position infime faite à ces hauts fonctionnaires. Quel que soit, a-t-il dit, le désir d'opérer des économies, il est cependant impossible de rétribuer un inspecteur-général de l'Université avec moins de généralité qu'un inspecteur des haras. La Commission convenait bien que le budget de 1848 devait, à cet égard, être réformé, mais elle aurait voulu renvoyer cette réforme à l'année prochaine. Conformément au désir du ministre, l'Assemblée a rétabli le traitement du chancelier sur le pied de 15,000 francs, et le traitement des inspecteurs-général sur celui de 8,000 francs.

Les fonctionnaires attachés à l'administration académique ont été moins favorablement traités, bien que leur position méritât aussi d'être prise en sérieuse considération. L'Assemblée, sur les observations de M. Stourm, a craint sans doute de créer, par des augmentations trop multipliées de traitements, un précédent qu'on n'aurait pas manqué de lui opposer plus tard dans la discussion des autres budgets; elle a donc maintenu, pour les recteurs et inspecteurs d'Académie, les chiffres adoptés en 1848.

Le chapitre 6 contenait une demande d'allocation de la somme de 1,000 francs pour les frais de service divin à la Sorbonne, bien que l'église de la Sorbonne ne soit pas, à proprement parler, affectée au culte. M. de Falloux est venu expliquer comment, depuis 1828, et par suite d'un legs de 10,000 fr. fait à l'Université par la famille de Richelieu, l'Université, qui a régulièrement accepté ce legs et qui doit, dès lors, en remplir les conditions, se trouve obligée d'entretenir dans l'église de la Sorbonne un service divin. Si l'allocation votée annuellement jusqu'à ce jour était supprimée, il en résulterait que l'Université, ne pouvant plus exécuter les conditions de la fondation, serait tenue de restituer le capital. Ces détails, que la Commission ignorait, l'ont fait un moment hésiter. Toutefois elle a craint que cet état de choses ne couvrit un abus, et que sa consécration trop prolongée n'eût pour conséquence de transformer en quelque sorte en un édifice purement privé des bâtiments qui constituaient un édifice public: elle s'est demandé, en outre, s'il ne conviendrait pas de rendre au culte d'une manière plus générale une chapelle qui paraissait, quant à présent, être affectée spécialement à une seule famille et à une seule destination. Sur ses instances, donc, l'Assemblée a refusé le crédit de 1,000 francs. Cette décision n'est pas une solution: reste toujours l'observation de M. de Falloux: — Que deviendra la fondation dont l'Université a reçu le capital, et ce capital ne devra-t-il pas être restitué à la famille de Richelieu?

Après avoir voté une réduction sur les Facultés de théologie, et décidé, d'accord avec M. le ministre de l'instruction publique, que désormais ces Facultés, délaissées par le clergé catholique, cesseraient d'être comprises au nombre des services universitaires pour être reportées au budget des cultes, l'Assemblée est arrivée aux Facultés de droit.

Comme on le sait, le traitement des professeurs à la Faculté de droit se compose à la fois d'un émoulement fixe et d'un émoulement éventuel proportionné au nombre des thèses et des examens. La commission s'est vivement préoccupée du chiffre auquel pouvaient s'élever ces deux émoulements réunis, et, pour rendre moins sensible la différence qui existe entre la position de ces professeurs et celle de leur collègues de la Faculté de médecine, a proposé de fixer à 12,000 fr. le maximum des deux traitements. Cette proposition a été acceptée sans difficulté. M. Crémieux aurait voulu qu'on allât plus loin, et que du même coup, et à titre d'économie, on supprimât la chaire d'histoire du droit, aujourd'hui vacante et qui doit prochainement être mise au concours. M. Crémieux prétendait que cette chaire était complètement inutile, mais il ne donnait aucun motif sérieux à l'appui de cette opinion; et M. Valette (du Jura) a pu lui dire avec raison qu'il serait étrange que l'on fit disparaître de la première Faculté de la République une chaire qui existe dans tous les États voisins, et dont le titre seul justifie suffisamment le but et l'utilité. M. le ministre de l'instruction publique est venu en aide à M. Valette, et l'Assemblée a passé outre sans que M. Crémieux insistât.

Les chapitres relatifs à l'instruction secondaire, à l'instruction primaire, aux bibliothèques et aux collections ont été votés sans discussion, sous la réserve, néanmoins, d'un amendement de M. Pascal Duprat, qui propose d'augmenter de seize cent mille francs le budget des instituteurs communaux: cet amendement a été renvoyé à la commission. Au nombre des réductions consenties par le ministre, il en est une qui nous a principalement frappés, c'est celle de dix mille francs portant sur les frais du concours général. La commission, en proposant cette réduction, a émis l'avis que dorénavant l'on ne descendit plus, pour l'admission au concours général, au dessous de la classe de seconde. Cet

avis serait-il donc partagé par le ministre? Nous savons très bien tout ce qu'on peut dire contre le concours général; nous savons, comme l'a dit la commission, qu'un des inconvénients du concours général est de développer chez un certain nombre de chefs d'institution une espèce d'industrialisme qui dépare l'instruction publique et qui exploite d'une manière déplorable la précocité et la santé des enfants; mais d'un autre côté on ne peut se dispenser de reconnaître que c'est l'institution traditionnelle du concours général qui a maintenu à un niveau fort élevé les études dans les collèges de Paris. Sans doute, dans ces dernières années, on est allé jusqu'à l'abus en étendant le concours jusqu'aux classes élémentaires; mais il faudrait se garder de tomber dans l'abus contraire, et c'est là précisément que nous paraît conduire l'avis indiqué par la Commission. M. le ministre de l'instruction publique aura donc sérieusement à réfléchir, et nous regrettons que, puisque la question du concours général se trouvait posée, elle n'ait pas eu les honneurs d'une discussion.

Le budget de l'instruction était terminé, ou à peu près, et il s'agissait, dès lors, de fixer l'ordre du jour des séances suivantes. Sur ce, grand débat. M. de Lamoricière dépose son rapport sur le projet de loi relatif au recrutement et à l'organisation de la force publique, et il demande une prompt discussion. M. Schœlcher insiste pour la loi concernant l'indemnité coloniale, M. Crémieux pour la loi sur la responsabilité des agents du pouvoir; enfin, M. le président du conseil rappelle à l'Assemblée qu'elle a laissé inachevée la loi sur l'organisation judiciaire, et que, cependant, la magistrature attend l'institution qui lui a été promise par la Constitution. Entre ces divers projets, l'Assemblée s'est d'abord arrêtée à celui de l'organisation judiciaire; il sera discuté samedi. On sait, au reste, que la Commission et le Gouvernement sont d'accord pour supprimer toute la partie de ce projet relative aux candidatures, ce qui simplifiera beaucoup la discussion. Quant au projet sur le recrutement et sur l'organisation de la force publique, la première délibération aura lieu lundi. M. le général Lamoricière a annoncé que ce projet avait l'approbation de M. le ministre des finances et de M. le maréchal Bugeaud. La Commission, autant que nous avons pu en juger par la lecture rapide faite par l'honorable général, a consacré en grande partie le système de recrutement indiqué par M. Joffrès dans plusieurs brochures dont nous avons déjà eu occasion de parler. Ce système consisterait à imposer aux individus dispensés ou exemptés du service militaire par le tirage au sort, ou par toute autre cause, une contribution pécuniaire qui serait répartie entre ceux qui feraient le service. Au reste, nous y reviendrons.

Au commencement de la séance, M. le ministre de l'intérieur a déposé un projet de loi relatif à la prorogation du décret du 9 août 1848 concernant le cautionnement des journaux. Les effets de ce décret devant cesser au 1er mai prochain, le ministre demande qu'en attendant la loi organique sur la presse, ils continuent de subsister jusqu'au 1er août. L'Assemblée a déclaré l'urgence.

De son côté, M. le ministre du commerce a reproduit sa demande d'un crédit de 500,000 francs applicable aux mesures sanitaires nécessitées par l'apparition du choléra. Du reste, M. le ministre et M. le docteur Trousseau ont été d'accord pour donner, sur la marche du fléau, les explications les plus rassurantes. Il s'agit donc seulement d'une mesure de sage précaution, pour laquelle l'Assemblée a également déclaré l'urgence.

L'Assemblée a appris aujourd'hui la mort de trois de ses membres, M. l'abbé Fayet, M. le colonel Coulmann et M. Ballot. Cette triste nouvelle a produit une pénible impression.

C'est décidément mardi qu'aura lieu, au scrutin secret, la nomination des membres du Conseil-d'Etat.

JUSTICE CIVILE

COUR D'APPEL DE PARIS (3e chambre).

Présidence de M. Poullier.

Audience du 14 mars.

CONCORDAT. — MAJORITÉ DES CRÉANCIERS EN SOMME ET PRÉSENTS, MAIS NON EN NOMBRE. — REFUS D'HOMOLOGATION.

La majorité en nombre des créanciers admis et vérifiés, et non celle des créanciers présents et délibérants, est indispensable avec celles des trois quarts en sommes pour l'homologation d'un concordat.

Le sieur Lafeteur, pharmacien à Issy, n'avait que six créanciers, son passif n'était que de 2,350 fr.; cependant il fut déclaré en état de faillite. Après la vérification des créances, il s'occupa d'obtenir un concordat, il convoqua à cet effet ses créanciers. Trois seulement comparurent, mais ils formaient les trois quarts en somme, et tous furent d'avis d'accorder le concordat demandé. M. le juge-commissaire fit un rapport tendant à l'homologation; mais le Tribunal de commerce déclara n'y avoir lieu par le jugement dont la teneur suit:

« Attendu que l'art. 507 du Code de commerce, en annonçant qu'un traité pourra être consenti entre les créanciers délibérants et le failli, a formellement disposé que ce traité ne s'établirait que par le concours d'un nombre de créanciers formant la majorité et représentant en outre les trois quarts de la totalité des créances vérifiées et affirmées ou admises par provision, à peine de nullité;

« Attendu que le nombre des créanciers dont parle la loi ne peut s'entendre que de celui formant la majorité des créanciers présents et délibérants;

« Que s'il est vrai de dire que ce sont ces derniers qui consentent le concordat, il ressort des termes mêmes de l'article précité qu'ils ne peuvent le faire que sous la condition de réunir la double majorité qu'il exige en nombre et en somme;

« Attendu que l'art. 507, en réunissant dans un même membre de phrases les conditions de cette double majorité, a suffisamment indiqué qu'il devait être tenu compte, pour la formation du concordat, non seulement de la totalité des créances admises, mais aussi de la totalité des votes possibles; qu'en interprétant autrement ledit article, et en ne tenant compte que des créanciers présents, il en résulterait que les absents, comptés pour rien sous le rapport du nombre

lors de la délibération, seraient cependant comptés pour les sommes qu'ils représentent, ce qui impliquerait contradiction;

« Attendu que le concordat, bien qu'autorisé par la loi dans l'intérêt général des créanciers, et dans un but de protection pour le commerçant malheureux et de bonne foi, n'en est pas moins une disposition exceptionnelle portant atteinte à l'entier exercice des droits de chaque créancier; qu'une telle condition, imposée au créancier qui s'y refuse soit par un vote négatif, soit par son absence, doit être justifiée par le nombre et l'importance des volontés exprimées;

« Attendu que si l'article 505 a dit: « que les créanciers se présenteront à l'assemblée en personne ou par fondés de pouvoirs, il ne leur en a pas fait une obligation et ne les a pas soumis à aucune pénalité en cas d'absence; que ce serait dès lors ajouter aux rigueurs de la loi que d'exclure les créanciers absents du droit qui ne leur a pas été enlevé, d'être comptés pour quelque chose sous le rapport du nombre comme sous celui du chiffre de leur créance, avant de subir la volonté de la majorité;

« Attendu, en outre, que l'art. 507 du Code de commerce n'est que la reproduction textuelle de l'art. 519 de l'ancien Code, sous l'empire duquel la double majorité nécessaire à la formation du concordat a toujours été comptée d'après le nombre des créanciers et le chiffre des créances résultant des procès-verbaux de vérification et d'admission; que cette interprétation donnée depuis 1808 par le Tribunal de commerce à l'art. 519 précité a été appréciée et maintenue dans les différentes discussions qui ont préparé la rédaction de la loi actuelle, dont l'intention ne saurait être méconnue;

« Attendu qu', dans l'art. 522 de l'ancien Code, où il s'agit de la remise à huitaine et des conditions qui peuvent y donner lieu, le législateur avait pris soin d'énoncer que si la majorité des créanciers présents consentait un concordat, mais ne formait pas les trois quarts en somme, la délibération serait remise à huitaine; que cette prise en considération de la majorité des créanciers présents pour le cas d'un simple ajournement de délibération est une preuve de plus que le législateur entendait parler dans l'art. 519 d'une autre majorité plus imposante pour déterminer l'acceptation du concordat;

« Attendu que l'art. 519 du Code actuel, qui remplace l'art. 522 de l'ancien Code, ne fait plus mention de cette majorité des créanciers présents; qu'il lui a substitué, pour la remise à huitaine, soit la majorité des créanciers en nombre, soit celle des trois quarts en somme; que cette suppression du mot présents dans la loi nouvelle est un motif de plus pour ne pas introduire, comme élément d'acceptation du concordat, une majorité que la loi n'a pas cru devoir maintenir pour la remise à huitaine;

« Attendu que lorsque le législateur de 1838 a voulu que la majorité des créanciers présents fut prise en considération, il a pris soin de l'exprimer comme cela résulte de l'art. 530 en matière de recours à accorder au failli; que, dans l'espèce, les propositions de concordat présentées par le sieur Lafeteur ont été acceptées par un nombre de créanciers qui, bien que formant la majorité des trois quarts en somme de la totalité des créances, ne formaient pas la majorité des créanciers vérifiés et admis d'après les procès-verbaux de vérification; que ces propositions n'ont pas dès lors réuni la double majorité exigée par la loi pour la formation du concordat;

« Par ces motifs, le Tribunal dit n'y avoir lieu d'homologuer le concordat dont s'agit; dit qu', conformément à l'art. 509, les créanciers seront à la diligence du syndic convoqués en assemblée, sous la présidence de M. le juge-commissaire, pour entendre de nouveau les propositions du failli, et délibérer une dernière fois sur leur acceptation;

« Dit que les dépens de l'incident même, le coût de l'enregistrement du présent jugement seront acquittés par le syndic qui les emploiera en frais de syndicat;

« Ordonne que le présent jugement sera exécuté selon sa forme et teneur. »

Devant la Cour, le débat se présentait seulement entre l'appelant et M. l'avocat-général, car le syndic s'en rapportait à justice.

La difficulté provenait de ce que ces mots: la majorité des créanciers présents, employés dans l'ancien article 522 du Code de commerce, avaient été remplacés dans l'article 509, qui remplace lui-même l'article 522, par ceux-ci: la majorité en nombre.

Mais, selon M. Poujet, avocat du sieur Lafeteur, cette majorité en nombre devait s'entendre des créanciers présents et délibérants, et non des créanciers vérifiés et admis: il invoquait 1° l'ordonnance de 1673, qui n'exigeait que la seule majorité des trois quarts en somme; 2° la discussion de la nouvelle loi sur les faillites, lors de laquelle aucune modification au Code sur ce point n'avait été proposée; 3° les commentateurs de la loi nouvelle (Pardessus, édition de 1841, n° 1237. — Arm. Dalloz, art. 304. — Bedarride, Traité des Faillites, t. 2, p. 11), qui tous pensent que la majorité des créanciers présents suffit; 4° un arrêt de Caen du 2 février 1842; 5° enfin, un jugement du Tribunal de commerce lui-même, du 5 mai 1847, rapporté dans le numéro du Droit du 18 du même mois. Ces autorités se fondaient avec raison sur ces deux motifs principaux, que ce serait rendre les concordats impossibles, que de les faire dépendre de la négligence ou du mauvais vouloir des créanciers, et que la loi nouvelle, faite en vue de faciliter au contraire les concordats, ne pouvait être interprétée d'une manière plus sévère que l'ancienne, à la faveur de la suppression de ce seul mot présents, qui avait passé inaperçu, et sans qu'il y ait eu, à cet égard, la moindre discussion.

M. Thévenin, substitut du procureur-général, adoptait ce système et concluait à l'infirmité de la sentence des premiers juges.

Mais on pouvait répondre, abstraction faite des arguments tirés de la suppression du mot présents dans la nouvelle loi, et fort contestable d'ailleurs, suppression, au surplus, qui laissait toute latitude aux juges, et en allant au fond des choses, que, s'il y avait quelque inconvénient à rendre les concordats sinon impossibles, du moins plus difficiles, en exigeant la majorité en nombre des créanciers admis et affirmés, il y en avait un plus grave à éviter à tout prix, c'était de mettre tous les créanciers à la discrétion de trois ou quatre d'entre eux réunissant les trois quarts en sommes, ce qui arriverait en adoptant le système de la majorité des créanciers présents.

Aussi la Cour a-t-elle confirmé la sentence des premiers juges, dont elle a adopté purement et simplement les motifs.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

Présidence de M. Laplagne-Barris.

Bulletin du 5 avril.

La Cour a rejeté les pourvois:

1° Des nommes Joachim Domingo, Pierre-Pagès-Côme Aragon, François Julia et autres, contre un arrêt de la Cour d'assises des Pyrénées-Orientales, qui les condamne comme coupable d'avoir fait partie d'une association de malfaiteurs contre les personnes et les propriétés, de détention et de séquestration illégales, à six ans et cinq ans de réclusion; — 2° De Sébastien Noël (Pyrénées-Orientales), quatre ans de prison, outrages, coups et blessures envers un officier ministériel dans l'exercice de ses fonctions; — 3° De Louis Lapart (Saône-et-Loire), cinq ans de réclusion, vol qualifié; — 4° De Paul André Lombardo (Cour d'appel d'Alger jugeant criminellement), banqueroute frauduleuse, cinq ans de prison et deux ans de la même peine, circonstances atténuantes; — 5° De Jean-Louis Baron (Morbihan), cinq ans de réclusion, tentative caractérisée de vol; — 6° De Philippe Corties (Marne), quatre ans de prison, abus de confiance par un domestique à gages; — 7° J.-B. Husson (Marne), faux en écriture authentique et publique, circonstances atténuantes; — 8° D'Hypolite Grand (Saône-et-Loire), six ans de réclusion, vol, la nuit, dans une maison habitée;

9° De Julie-Augustine Delépine (Morbihan), 20 ans de travaux forcés, empoisonnement d'un enfant de quatre mois; — 10° De Louis-Joseph Clément (Gard), travaux forcés à perpétuité, vol qualifié et viol avec l'aide d'une autre personne; — 11° D'Albea Massan (Cour d'appel d'Alger, jugeant criminellement), 5 ans de travaux forcés, meurtre; — 12° De Marie Michault (Loiret), travaux forcés à perpétuité, infanticide avec circonstances atténuantes; — 13° De Pierre-Joseph Levey (Haute-Saône), 5 ans de réclusion, tentatives de vol avec circonstances atténuantes; — 14° De Jean Girardeau aîné, et Jean-Pierre Lagarde, gérant du journal Lou Tarribari, condamné à une peine correctionnelle pour excitation à la haine et au mépris du gouvernement; — 15° Le sieur Brunon, contre un jugement du Conseil de discipline de Barbezieux, qui le condamne pour insubordination à quarante-huit heures de prison; — 16° Joseph Hugot, contre un jugement du Tribunal correctionnel de Saint-Omer, qui le condamne à cinq ans de prison et 30 francs d'amende pour vol.

La Cour a donné acte au sieur Emile Peseire, administrateur de la compagnie du chemin de fer du Nord, du désistement de son pourvoi contre un jugement du Tribunal correctionnel de Pontoise, du 6 décembre dernier, qui le condamne à 25 francs d'amende pour contravention à la police sur les chemins de fer, et de celui rendu sur appel par le Tribunal correctionnel de Versailles, le 25 janvier suivant, qui a déclaré nul l'appel interjeté.

COUR D'ASSISES DU RHONE.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Durieu.

Audience du 14 mars.

TENTATIVE D'ASSASSINAT PAR UN MARI SUR LA PERSONNE DE L'AMANT DE SA FEMME.

A quelques jours près du moment à se dérouler dans un des quartiers populeux de la capitale les scènes affreuses d'un drame conjugal, la Cour d'assises du Rhône jugeait un mari accusé d'une tentative d'assassinat sur la personne de l'amant de sa femme.

Voici les faits tels que les révèle l'acte d'accusation:

« Le dimanche 3 septembre dernier, Jean Husson, tenant à son bras Marie Guinamard, femme de Jacques Mion, se promenaient dans le pré où avait lieu la fête patronale de la Guilloflère; un homme se détachant, marche résolument à eux, armé d'un pistolet, et le décharge à bout portant dans la direction de la tête d'Husson, qui tombe à ses pieds. Cet homme était Jacques Mion. Quelques unes des personnes accourues au bruit de cette détonation s'emparèrent de l'assassin tandis, qu'on emportait Husson à l'Hôtel-Dieu. Le coup de pistolet, chargé de petits plombs, avait porté dans la partie supérieure de la joue gauche, et gravement intéressé l'œil gauche de la victime aujourd'hui complètement perdu.

Loin de chercher à dénier le crime qu'il venait de commettre, Mion s'en glorifiait au contraire: « Depuis longtemps, disait-il un instant après avoir été arrêté, je préméditais le coup; j'avais revêtu ma maudite femme que je ferais un malheur lorsque je la trouverais en public avec Husson. » Plus tard, comprenant les conséquences que devait entraîner cet aveu, il a cherché à revenir sur ces paroles; il a soutenu que cette rencontre était tout-à-fait fortuite; qu'il n'avait formé à l'avance aucun projet; que, s'il était armé, c'est que, se croyant déshonoré par les déportements de sa femme, il n'avait pu supporter une conduite dont la honte rejaillissait sur lui; que le dimanche 3 septembre il était résolu à exécuter ses projets de suicide, lorsque, contrarié dans ses desseins par un sieur David, qui voulait à toute force l'emmener boire avec lui, il était rentré dans sa demeure pour y prendre un verre et une bouteille de vin; que c'est en venant le rejoindre qu'il avait rencontré Husson et sa femme, et, qu'exaspéré par cette rencontre, il avait percuté la tête et tourné contre Husson l'arme destinée à servir ses projets de suicide.

Cette explication, donnée tardivement par l'accusé, reçoit un démenti de divers témoignages constatant une intention arrêtée dans l'esprit de Mion de satisfaire sa vengeance. Souvent il avait menacé Husson de le tuer et n'avait pas épargné à sa femme elle-même de semblables menaces, et joignant les faits aux paroles, il avait déjà, à la suite d'une querelle, dirigé contre elle le pistolet qu'il portait toujours sur lui.

L'instruction a révélé des faits qui présentent sous

des couleurs peu favorables Husson et la femme Mion. Il paraît que depuis près de trois ans des relations adultères existaient entre eux, et ils y persistaient avec effronterie, malgré deux condamnations correctionnelles pour délit d'adultère.

Mais dans la conduite indigne de sa femme, Mion ne saurait trouver une garantie contre la sévérité de la justice, et il doit rendre compte à la Cour d'assises du fait criminel qui lui est reproché.

Les témoins entendus s'accordent à témoigner des bons antécédents de l'accusé. Quelques-uns l'ont entendu dire qu'il se vengerait et ferait un malheur.

Nous regrettons de ne pouvoir donner au moins des extraits du réquisitoire et de la défense.

M. Valentin, avocat-général, a conclu avec fermeté et modération à la condamnation de l'accusé, sans nier les droits qu'il avait à l'indulgence du jury. Il a déclaré que la préméditation ne lui paraissait pas suffisamment justifiée. Mais ce principe que nul ne peut se faire justice à soi-même, principe dont la violation compromet l'existence même de la société, a reçu une grave atteinte; Mion doit en être puni.

M. Lucien Brun, à qui la défense de l'accusé était confiée, a dit au jury quelle confiance et quelles craintes lui inspirait tout à la fois les circonstances de la cause et la gravité de l'accusation.

Cependant, Messieurs, a-t-il dit, cette pensée surtout qu'en vous demandant l'acquiescement de ces malheureux qui a tant souffert, je vais au-devant de vos inclinations, cette pensée me rassure, et, si je ne me trompe, la défense aura aujourd'hui ce rare privilège de suivre plutôt qu'elle ne conduira vos esprits dans la voie où ils sont entrés avant elle; de vous parler à vous avec vous-même, de vous persuader avec ses propres pensées, et de pénétrer dans vos convictions par la route que lui auront frayée vos coeurs et votre humanité.

L'avocat entend ensuite de faire le récit de l'existence de Mion, si heureuse jusqu'au jour où il a eu le malheur d'épouser Marie Guisnard.

« Et, dussé-je, dit-il, par le souvenir de son bonheur perdu renouveler d'inconsolables douleurs, je veux vous parler de son passé... Il faut qu'on sache quel est l'homme qu'une déplorable fatalité a depuis six mois et aujourd'hui encore confondu parmi les assassins. Et pour lui-même, il y aura dans ce récit, quelque douloureux qu'il soit, une consolation puissante; que reste-t-il, en effet, si ce n'est le souvenir, à celui qui n'a plus et ne peut plus, ici bas du moins, avoir d'espérance! »

M. Brun rappelle l'ingratitude de la femme Mion, l'admirable constance de l'affection de son mari, ce pardon si souvent accordé ou offert jusque dans la prison, où Mion était venu en suppliant offrir à sa femme adultère sa liberté et l'oubli du passé. Il raconte que, non content d'avoir trahi, elle, son mari, lui, son ami et son bienfaiteur, ils ont eu l'infamie de lui faire reprocher par des camarades d'Husson, et en public, son déshonneur et ce qu'ils appelaient sa lâcheté. Il peint Mion ruiné, exaspéré par ses souffrances, par les injures, par l'infidélité surtout d'une femme qu'il regrette encore, et demande si cet homme résolu à mourir, et revoyant tout à coup au bras l'un de l'autre cette femme trop aimée et celui qui la lui a ravie, a été maître de retenir son bras lorsqu'il a frappé Husson.

L'avocat termine en disant que, dans de pareilles circonstances, la mission de la justice est douce à remplir.

« Il y a, dit-il, un moment de bonheur à donner à cet homme qui, depuis si longtemps, ne peut plus trouver de bonheur que dans ses souvenirs. Et peut-être, dans les bras de ses enfants qui l'attendent, peut-être oubliera-t-il pendant quelques heures que, même après un acquiescement, il est difficile d'imaginer une situation plus affreuse, une misère plus profonde que la sienne. »

Cette plaidoirie a vivement impressionné tout l'auditoire. Plusieurs jurés étaient très émus.

Après un résumé clair, précis et parfaitement impartial de M. le président, le jury a rendu un verdict de non culpabilité.

Mion est immédiatement mis en liberté, aux applaudissements de la foule.

COUR D'ASSISES DE LA CHARENTE-INFÉRIEURE.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

(Session extraordinaire.)

Audience du 31 mars.

TROUBLES D'AUMAGNE ET AUTRES COMMUNES DE L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-JEAN-D'ANGELY.

Le ban des accusés et plus de la moitié de la barre des avocats sont remplis par les accusés qui sont appelés aujourd'hui devant le jury pour rendre compte de leur conduite dans la journée du 30 novembre dernier. La plupart sont vêtus de blouses bleues et portent des physiologies où le calme et la bonhomie contrastent avec l'inculpation de rébellion à main armée qui leur est reprochée.

Près de M. Vacherie, avocat, est assise une dame, jeune encore, dans un état assez avancé de grossesse. Elle a un chapeau noir et un voile. C'est la femme de M. Girard, cause assez innocente de tout ce mouvement.

Les accusés sont :

- 1° Michel Prunier, 51 ans, cultivateur et conseiller municipal, demeurant à Aumagne;
- 2° Jean Bruneteau, 35 ans, cultivateur, lieutenant de la garde nationale, demeurant à Authon;
- 3° Pierre Soulard, 31 ans, cultivateur, capitaine de la garde nationale et adjoint au maire de la commune d'Aumagne;
- 4° Louis Beneteau, 52 ans, garde champêtre à Aumagne;
- 5° Jacques Hillairet, 20 ans, cultivateur à Aumagne;
- 6° Texier, marchand à Aumagne;
- 7° Binaud, capitaine de la garde nationale et conseiller municipal de la commune d'Aumagne;
- 8° Charles Freuchet, 50 ans, cultivateur;
- 9° Freuchet fils, 18 ans, vigneron;
- 10° Besson, 49 ans, maçon;
- 11° Daniel Martineau, 53 ans, cardeur;
- 12° David Benassy, 43 ans, scieur de long;
- 13° Amélie Gautret, épouse de Victor Girard, ex-greffier de la justice de paix du canton de Saint-Hilaire, âgée de 33 ans, née et demeurant à Aumagne;
- 14° Louis Maillet, 40 ans, marchand de balais;
- 15° Jacques, dit vic, 35 ans, tisserand;
- 16° Pierre Poitevin, 38 ans, charpentier, de la commune de la Brousse;
- 17° Louis Archambaud, 53 ans, propriétaire à Authon;
- 18° Jean Isambart, 37 ans, demeurant à Fontenet;
- 19° Pierre Brunet, 39 ans, cultivateur;
- 20° Jean Hillairet, fils de Jacques, 20 ans, cultivateur;
- 21° Pierre Clergeaud, 28 ans, charpentier.

Après les questions d'usage, le greffier donne lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation suivant :

« Dans la journée du 30 novembre 1848, environ 2,000 hommes appartenant aux communes rurales d'Aumagne, Authon, Aujac et autres lieux circonvoisins, se dirigèrent vers Saint-Jean d'Angély pour faire mettre en liberté

le sieur Girard, qui avait été arrêté la veille. Le sous-préfet, le procureur de la République et le lieutenant de gendarmerie de cette ville allèrent au devant des insurgés et les sommèrent de s'arrêter. Les paroles qu'ils firent entendre ne purent ramener à la raison cette foule égarée. Pour être de plus graves malheurs, après deux heures de pourparlers, l'autorité fut enfin obligée de céder et de promettre que le lendemain le sieur Girard serait mis en liberté. Alors seulement le rassemblement se dissipa et ceux qui le composaient retournèrent chez eux.

Ces faits étaient trop graves pour rester sans répression. Ils donnèrent lieu à une instruction et voici les charges qu'elle a relevées contre les accusés.

Le sieur Girard, ancien greffier de la justice de paix, avait été arrêté le 29 novembre dernier; dans la nuit qui suivit, sa femme resta en conférence avec Binaud, et ils concertèrent ensemble les moyens nécessaires pour amener la garde nationale voisine à obtenir de force la liberté du sieur Girard. Dès le lendemain matin, vers quatre heures, Binaud se transporta chez Soulard; celui-ci écrivit immédiatement une convocation pour les conseillers municipaux et les fit prévenir par le garde-champêtre; il engagea aussi, par d'autres émissaires, les capitaines des communes voisines à rassembler leurs hommes pour marcher avec eux sur Saint-Jean-d'Angély.

Comme les convocations particulières ne suffisaient pas pour rassembler les gardes nationaux, on voulut faire battre le rappel et faire sonner le tocsin. M. Girard avait envoyé chercher dès le matin Saurien, tambour d'Aumagne; mais celui-ci avait refusé son concours pour former le mouvement insurrectionnel qui se préparait. Martineau se chargea d'aller chercher la caisse chez Saurien; la femme de celui-ci voulut en vain s'y opposer, Martineau saisit la caisse et la porta chez M. Girard, suivant les ordres de cette dame. L'accusé Benassy alla chez le sacristain demander la clé du clocher; mais, sans l'attendre, Martineau trouva le moyen d'entrer et sonna le tocsin. Binaud Benassy vint le joindre et l'aider; on l'aperçut même à une fenêtre du clocher. Besson père sonna aussi le tocsin à Aumagne et s'en vint plus tard à des témoins. Freuchet père et son fils son accusés s'occupèrent, pendant toute la matinée du 30, à convoquer les habitants de la commune pour aller délivrer Girard.

Dans les communes voisines, les émissaires avaient été envoyés dès le matin; ainsi, un peu avant le jour, deux hommes furieux s'étaient présentés chez le capitaine de la garde nationale de Varaize; ils lui apportaient une lettre de Soulard, qui l'engageait à convoquer la garde nationale pour se rendre à Saint-Jean pour délivrer Girard. Mais la ses propositions furent repoussées; le capitaine au quel on s'adressait refusa de faire battre le rappel ou sonner le tocsin, et aucun homme de sa commune ne se joignit au rassemblement.

Dans la commune de Fontenet, l'adjoint au maire reçut aussi, dans la matinée, un bulletin par lequel on l'invitait à réunir les habitants pour délivrer le commandant Girard, qui était arrêté. Le magistrat auquel on s'adressait fit enlever les caisses et défendit de se joindre au mouvement, puis il partit pour avertir le sous-préfet de Saint-Jean de ce qui se passait.

Pendant son absence, Clergeaud et Hillairet jeune se mirent à sonner le tocsin. Le capitaine de la garde nationale, qui les entendit, les engagea à cesser; mais ils ne voulurent pas écouter ses conseils.

Les habitants s'étaient réunis à ce bruit et à celui du rappel, qui avait été battu. Plusieurs personnes raisonnables voulurent calmer l'effervescence et engageaient à ne pas se joindre à ce rassemblement. Isambart, qui était très exalté, se mit à la tête du rassemblement; il disait à ceux qui ne voulaient pas partir : « Ne vous amusez pas à ceux qui veulent vous détourner. Marchez ! Il faut se soutenir ! » On le choisit pour chef, et il conduisit les hommes de sa commune.

Archambaud, d'Authon, était armé dès le matin d'une pique, avec laquelle il prenait une attitude menaçante en traitant un témoin de lâche, et en l'engageant à se rendre au rassemblement.

A Aujac, le maire aussi s'était refusé à toute convocation contraire au bon ordre; mais, malgré ses sages avis, Jacques Jacques, dit le Vic, capitaine de la garde nationale, répondit au message qui lui avait été donné, et se mit à la tête des hommes d'Aujac qui firent partie du rassemblement et se dirigeaient sur les Hillairets, Aumagne et Saint-Jean.

Dès le matin quelques hommes s'étaient réunis dans la maison de M. Girard; on leur donna de la poudre pour charger leurs fusils, et cette dame leur apporta un sac en toile rempli de plomb de chasse qu'elle distribua et qu'elle mit à leur disposition. Elle les engagea en même temps à délivrer son mari. Elle arma elle-même Benassy, à qui elle confia un fusil à deux coups qui était chez elle, ainsi qu'une poire à poudre dont cet accusé se munir à son départ. C'est encore dans la maison de M. Girard que Martineau s'arma d'une pique à manche tricolore, longue de deux à trois mètres, qu'il porta jusqu'à Saint-Jean.

Lorsque plusieurs communes voisines se furent réunies ensemble aux Hillairets, chez M. Girard, elle fit mettre les hommes sur deux rangs dans sa cour, et leur fit distribuer de l'eau de vie par Freuchet père. Elle-même au si leur distribua des grains de raisin confits dans l'eau-de-vie; enfin quand le rassemblement partit, elle fit prendre à Binaud le cheval de son mari.

Les insurgés se dirigèrent vers Saint-Jean par deux routes différentes. Binaud marchait à la tête du rassemblement qui partit des Hillairets; Maillet portait le drapeau cantonal d'Aumagne, qu'il était venu chercher dans la maison du sieur Girard; Jacques Hillairet battait la caisse devant le rassemblement, ainsi qu'un autre individu qu'on n'a pas pu reconnaître.

Le sous-préfet et le procureur de la République avaient été prévenus de la marche du bataillon d'Aumagne sur Saint-Jean-d'Angély. On s'était hâté de faire battre le rappel dans la ville, et de prescrire les mesures nécessaires pour réunir la garde nationale, dont une partie devait occuper la prison et le reste le faubourg de Matha, et notamment le pont de Taillebourg, qui ferme la ville de ce côté, avec ordre d'empêcher l'entrée de toute personne ayant une attitude menaçante.

Pour donner le temps d'exécuter toutes les dispositions qui avaient été prescrites, ces deux fonctionnaires, accompagnés du lieutenant de gendarmerie, se transportèrent au-devant des insurgés, qui se trouvaient déjà sur le territoire de la commune de Saint-Jean. La première colonne avait à sa tête un des Freuchet, d'Aumagne, qui dit en les abordant : « Il faut mettre en liberté le sieur Girard, et si vous ne le faites pas nous le ferons nous-mêmes. » Les colonnes arrivèrent alors successivement et se groupèrent autour des autorités. Il y avait environ 2,000 hommes, et la moitié à peu près était armée de fusils, piques, épées, bâtons et faux disposés exprès.

La physionomie du groupe, qui était alors inoffensive, devint menaçante quand ils virent qu'on refusait de mettre Girard en liberté. Ils disaient qu'ils le voulaient, qu'ils étaient venus le chercher, qu'ils l'emmèneraient malgré l'autorité, qu'il fallait brûler la ville aux quatre coins, et que s'ils ne l'avaient pas aujourd'hui, ils re-

tourneraient le lendemain au nombre de 40,000 hommes. Trois cents hommes continuèrent leur marche vers la ville et furent arrêtés au pont de Taillebourg par la troupe et la garde nationale.

Le sous-préfet de Saint-Jean, revêtu de ses insignes, somma plusieurs fois les insurgés de se retirer et leur expliqua la cause de l'arrestation du sieur Girard. Après deux heures de pourparlers et de discussions, le procureur de la République fut obligé de promettre que le sieur Girard serait mis en liberté le lendemain, s'il rendait les pièces qu'on lui réclamait. Cette concession de l'autorité ne put satisfaire les plus exaltés, qui exigeaient qu'il fût mis en liberté immédiatement. Enfin, M. Gaborit, ayant apporté une lettre de Girard, qui consentait à rendre le lendemain les minutes du greffe, la plus grande partie du rassemblement se retira. L'attitude de la troupe et de la garde nationale qui gardaient la ville, ainsi que la promesse arrachée à l'autorité, décidèrent la dispersion des insurgés.

Pendant ces pourparlers, un homme armé d'un fusil de munition menaçait le procureur de la République de sa baïonnette; mais, grâce à la fermeté du sous-préfet, cet incident n'eut aucune suite.

Au nombre des hommes armés faisant partie du rassemblement, se trouvaient Brunet, Freuchet père et fils, Besson, Martineau, Archambaud, Benassy, Poitevin, Texier, Beneteau, armés de fusils de munition, de chasse, de piques et de sabres.

Le lendemain, le sous-préfet et le procureur de la République, accompagnés de deux gendarmes, se transportèrent avec Girard au domicile de ce dernier. Il rendit le dépôt qu'il avait entre les mains et fut remis en liberté, après vérification des pièces.

Pendant cet examen, une grande foule entourait la maison, mais elle était inoffensive.

Après la lecture de ces pièces, M. de Lanzon, procureur de la République, fit l'exposé des faits.

Un huissier appelle les témoins tant à charge qu'à décharge, qui sont au nombre de 71.

M. le président interroge les accusés. Tous conviennent avoir fait partie du rassemblement, mais ne s'y être rendu que parce qu'on leur en avait donné l'ordre.

M. Girard a repoussé l'inculpation d'avoir formé le projet de délivrer son mari. Quand tous ses voisins sont venus chez elle pour la consoler de l'affliction dans laquelle elle était plongée, elle leur a servi des rafraîchissements, mais elle ne s'est point aperçue qu'on ait pris de la poudre et du plomb.

La journée de samedi a été employée à la lecture des pièces, à l'interrogatoire des accusés et à l'audition de quatre témoins.

Dimanche on a entendu tous les témoins.

Lundi les plaidoiries ont eu lieu, et, après le résumé des débats, le jury rend un verdict d'acquiescement en faveur de tous les accusés, qui sont immédiatement mis en liberté.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Par arrêté du président de la République, en date du 3 avril, ont été nommés :

Procureur de la République près le Tribunal de première instance de N vers (Nièvre), M. Méairie, procureur de la République près le siège de Clamecy, en remplacement de M. Merland, admis à faire valoir ses droits à la retraite;

Procureur de la République près le Tribunal de première instance de Clamecy (Nièvre), M. Frossard-Nuzy, substitut près le même siège, en remplacement de M. Méairie, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur de la République près le Tribunal de première instance de Clamecy (Nièvre), M. François Arthur Baucheron, ancien magistrat, en remplacement de M. Frossard-Nuzy, appelé à d'autres fonctions;

Juge suppléant au Tribunal de première instance d'Issoudun (Indre), M. Pierre Thabaud-Besoulères, ancien magistrat, en remplacement de M. Martinet, appelé à d'autres fonctions;

Juges suppléants au Tribunal de première instance de Loches (Loire-et-Loire), MM. Claude-Léon Briffault, avocat, ancien avoué, et Paul Bidault des Chauxes, avocat, en remplacement de MM. Cossin et Benier, démissionnaires.

Par arrêté en date du même jour, ont été nommés :

Juge de paix du canton de Bagé-le-Châtel, arrondissement de Bourg (Ain), M. Legros, ancien juge de paix, en remplacement de M. Peysson;

Juge de paix du canton de la Rochefoucauld, arrondissement d'Angoulême (Charente), M. Bouthier, ancien juge de paix, en remplacement de M. Pompidou;

Juge de paix du canton de Montigny-sur-Aube, arrondissement de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or), M. François-Jules Baudouin, licencié en droit, en remplacement de M. Michaud, démissionnaire;

Juge de paix du canton de Jarnages, arrondissement de Chabon (Creus), M. Louis Lecter Duclos, avocat, en remplacement de M. Fayolle;

Juge de paix du canton de Cazères, arrondissement de Muret (Haute-Garonne), M. Darbas, juge suppléant au Tribunal de Muret, en remplacement de M. Monthieu;

Juge de paix du canton d'Andelat, arrondissement de Châumont (Haute-Marne), M. Jean-Baptiste Jules Houbaud, ancien juge de paix, en remplacement de M. Gérard, démissionnaire.

Le même arrêté contient la disposition suivante :

La suspension prononcée contre M. Guichon, juge de paix du canton de Montesquiou-Solvestre, arrondissement de Muret (Haute-Garonne), est levée.

CHRONIQUE

PARIS, 5 AVRIL.

Un grand jeune homme de vingt-sept ans vient s'asseoir sur le banc de la police correctionnelle (6^e ch.), comme prévenu de vagabondage. Il est couvert de vêtements en lambeaux; ce sont les restes d'habits élégants qui ont conservé leur coupe gracieuse et distinguée. Son ample cravate de satin broché de vert est réduite à l'état d'amadou et retombe en frange sur une chemise noire et crasseuse qu'elle ne peut parvenir à cacher. Ses chaussures à larges bailléments, qui laissent plus de la moitié du pied à découvert, furent autrefois des bottes vernies.

M. le président : Quels sont vos noms et prénoms ?

Le prévenu : Gustave-Antoine Rondier.

M. le président : Quel est votre état ?

Le prévenu : Je n'en ai pas. Si j'en avais un, je ne serais pas ici.

M. le président : Comment à votre âge ne travaillez-vous pas ? Vous paraissiez intelligent, vous devez savoir faire quelque chose.

Le prévenu : Je sais faire un peu de tout, c'est le moyen de ne rien savoir... J'ai une belle écriture, je connais un peu les affaires... Je ferais un excellent clerc d'huissier; mais à l'âge donc vous présentez dans une étude avec des vêtements comme les miens! J'ai essayé, cependant... Je suis allé chez un huissier de Paris; dès qu'il m'a vu entrer dans son cabinet, il s'est empressé de retirer la clé de son bureau qui était à la serrure et de mettre dans son gousset sa montre qui était sur la cheminée...

M. le président : N'avez-vous aucun parent qui puisse venir à votre aide ?

Le prévenu : J'ai un oncle près d'Amiens.

M. le président : Que fait-il, votre oncle ?

Le prévenu : Il est nourrisseur... Il engraisse des oies et des dindons... Je lui ai écrit pour lui demander de me prendre parmi ses pensionnaires; ce n'était pas trop exiger, je crois ! eh bien ! il m'a refusé...

M. le président : Cela prouverait que vous n'êtes pas un bon sujet.

Le prévenu : Cela prouve que je suis malheureux, voilà tout !... oh ! la famille !... en voilà un préjugé...

M. le président : Ainsi vous n'avez essayé aucun moyen de gagner votre vie ?

Le prévenu : Je vous demande pardon... J'ai fréquenté les clubs socialistes... Je parle assez facilement; j'ai un bel organe, j'espérais aussi me tirer d'affaire... Je pensais que ces messieurs me feraient participer au produit des collectes qu'ils faisaient chaque jour... d'autant plus que je me rendais utile... j'écrivais des lettres de convocation, je révisais des affiches, je copiais des proclamations et des professions de foi... Eh bien ! tout cela ne m'a rien rapporté... Oh ! si fait, je me trompe... ça m'a rapporté huit jours de prison préventive pour prétendus outrages aux agents de l'autorité... Aussi je suis revenu de la politique.

M. le président : Ainsi vous n'avez aucun asile, aucune ressource ?

Le prévenu : Rien au monde... et franchement je ne serais pas fâché de rester quelque temps en prison. Je suis assez habile à faire des bourses en filets; j'ai un camarade de prison qui doit m'avancer une petite somme pour acheter les matières premières, et je pourrai gagner environ 2 francs par jour. N'ayant rien à dépenser, je mettrai mon gain de côté, et dans quelques mois je pourrai acheter des habits et trouver peut-être un emploi.

M. le président : Vous n'avez aucun antécédent judiciaire ; on ne comprend pas que vous soyez tombé si bas que vous en soyez réduit à une telle pénurie.

Le prévenu : Cela n'a rien d'extraordinaire dans une grande ville ; c'est là où sont les contrastes les plus frappants. Grandes richesses, grandes misères. Je n'ai jamais pu me résoudre à tendre la main.

M. le président : Vous avez très bien fait ; c'est été commettre un délit. Mais on peut toujours travailler quand on veut ; on se fait terrassier, on sert les maçons.

Le prévenu : Je ne saurais comment m'y prendre ; j'aime mieux la prison.

M. le président : C'est là un raisonnement de paresseux, et c'est honteux à votre âge et fort comme vous l'êtes.

Le Tribunal condamne Rondier à trois mois d'emprisonnement.

Rondier, saluant le Tribunal avec beaucoup d'aisance : Je vous remercie, messieurs ; je pense que vous ne me reverrez plus.

DÉPARTEMENTS.

GRONDE (Bordeaux), 2 avril.—On lit dans la Guienne :

« Des rassemblements de 2 à 300 personnes ont continué à stationner, de six heures du soir à minuit et demi, samedi et dimanche, dans la rue Bouffard, à la porte du Caveau-Montagnard. »

« Les rassemblements dont il s'agit, quelque peu dangereuses qu'aient paru leurs dispositions, ont tenu sur pied l'autorité et la force publique, obligée sans relâche à les surveiller. Cet état de choses anormal ne peut durer. »

« La tranquillité et la circulation de tout un quartier ne peuvent indéfiniment dépendre du bon plaisir de quelques oisifs et de quelques bavards, dont la vanité tribunitienne trouve son compte à s'étaler dans un auditoire improvisé sur la voie publique. »

« Les réclames ambitieuses de nos démagogues en faveur de la classe ouvrière, dont ils feignent de prendre en main les intérêts, pour se rendre maîtres de leur esprit, les perfides insinuations mises en œuvre pour exciter sourdement les préjugés, les haines, les convoitises de la misère contre la bourgeoisie, la richesse, l'autorité, le talent, font à peu près l'aliment habituel de ces entretiens en plein vent. »

« Il y avait longtemps que péroraient, hier au soir, au milieu d'un groupe d'hommes crédules, un prétendu travailleur, un de ceux qui se plaignent de manquer de travail, par suite de l'égoïsme et du mauvais vouloir attribués aux aristos (telle était son expression), quand un honnête citoyen, un bon chef d'ouvriers, sans doute, qui l'avait écouté avec une stoïque patience, s'approche doucement de notre orateur, et lui frappant sur l'épaule :

« Mon ami, vous manquez, dites-vous, de travail ; eh bien ! ce n'est pas ici que vous en trouverez (en lui montrant le cabaret) ; ce n'est pas en parlant ainsi, non plus, que vous appellerez la confiance de ceux qui le donnent. Je veux bien pourtant vous relever de votre erreur. Régardez-moi ; je suis un de ceux contre lesquels vous récriminez injustement. J'ai fait travailler, depuis le mois de février 1848, bien des ouvriers comme vous ; je leur ai donné pour 150,000 francs d'ouvrage à faire ; je continue : ainsi, voulez-vous sérieusement, mais sérieusement du travail ? Connaissez-vous des ouvriers dans la position où vous dites être vous-même ? Quel que soit leur nombre, trouvez-vous demain matin, à neuf heures, chez moi. »

L'orateur, interdit, n'a plus eu une parole ; son auditoire est resté interdit comme lui. Et son interlocuteur, que sa modestie nous défend de nommer, lui remet son adresse, puis il disparaît dans la foule.

Près de la relation exacte de cette scène, nous allons en placer une autre non moins remarquable pour l'édification de nos lecteurs ; nous regrettons de ne pouvoir leur donner plus de publicité, dans notre désir de moraliser ces hommes, dont les passions ultra-démocratiques cherchent, sans se lasser, à pervertir les sentiments. Nous aurions dû commencer par celle-ci dans l'ordre des dates.

Les plus grossières injures partaient, avant-hier au soir, vers sept heures et demie, d'un autre groupe arrêté à la porte du même Caveau-Montagnard, qui venait d'être fermé en vertu d'un arrêté du maire. On devine peut-être que ces injures étaient à son adresse ; on ne se trompe pas. L'auteur de ces ignobles propos, de ces cris hostiles au premier magistrat de la cité, était un jeune ouvrier cordonnier de 17 ans, le nommé Auguste Leprou, qui a été arrêté sur les lieux et conduit au dépôt de la mairie. Il a comparu hier devant l'honorable M. Gautier.

Connaissez-vous le maire de Bordeaux ? lui a demandé celui-ci. — Non, monsieur. — Eh bien ! c'est moi, qui vous pardonne. Retirez-vous, et employez mieux votre temps. Vous avez perdu une journée de travail, que cela vous serve de leçon. »

Il y a lieu d'espérer que les sages mesures prises par l'autorité municipale pour mettre fin aux velléités de désordre dont se préoccupait la paisible population de notre ville ne tarderont pas à porter leur fruit.

AISNE.—Laon, 4 avril.—Une affaire très curieuse sera probablement portée aux prochaines assises de l'Aisne. Lors de la première organisation des agents-voyers, nommé Luc fut admis dans ce corps et fut envoyé dans